est pas comprise, ne peut être appelée à l'activité que par une loi spéciale.

Elle se compose :
1° Des jeunes gens qui n'ont pas été compris dans le contingent; leur service est de cinq ans.

2° Des jeunes gens exemptés en vertu des nos 3, 4, 5, 6 et 7 de l'article 13 de la loi du 21 mars 1832 (filz aîné de veuve, de septuagénaire, de frère au service, aîné d'orphelin, etc.). Leur service est également de cinq ans;

3° Des jeunes soldats qui, compris dans le contingent, mais n'ayant pas été appelés à l'activité, ont fait cinq ans de service dans la réserve;

4° Des concitoyens qui désireront volontairement en faire partie.

Le mariage est de droit dans la garde nationale mobile. Le remplacement y est autorisé.

Les célibataires ou veufs sans enfants libérés par les conseils de révision, et appartenant aux classes de 1866, 1865, 1864 et 1863, seront inscrits sur les contrôles de la garde nationale mobile, savoir, ceux de 1866, pour quatre ans; ceux de 1865, pour trois ans; ceux de 1864 et 1863 pour deux ans.

Nous passons sous silence divers articles réglementaires concernant l'organisation et la discipline de la garde nationale mobile. A cela près, nous venons d'analyser fidèlement le texte entier du projet de loi, tel qu'il est sorti des délibérations de la commission, et nous ne croyons pas qu'il ait à subir des modifications appréciables avant d'arriver devant la Chambre. — Le secrétaire de la rédaction, A. Jourdain.

Nous lisons dans la France sous la signature de M. Rigaud : « Les choses frivoles en apparence couvrent souvent une pensée sérieuse. Dans les fêtes auxquelles nous assistons, il ne faut pas voir seulement des magnificences qui se déploient, des robes qui s'étalent, des politesses qui s'échangent. Ces fêtes ont une signification qu'il est utile de dégager, surtout quand elles ont pour double théâtre le palais des Tuileries et de l'Hôtel de ville.

Le roi des Belges est reçu à Paris comme le souverain d'un grand Etat. Assurément il en est digne. Il porte un nom que l'Europe, dans notre siècle, a appris à respecter. Le roi Léopold, son père, a prouvé que l'influence d'un souverain ne se mesure pas à l'étendue matérielle du pays sur lequel il règne, sa sagesse rare, sa haute expérience, l'autorité qu'il avait acquise en avaient fait un arbitre entre les peuples. Il avait mérité le beau nom de juge de paix de l'Europe qu'une juste appréciation de l'opinion publique lui avait décerné, et qui vaut bien celui de conquérant et de gagnant de batailles.

La postérité, qui vient de juger pour lui, confirmera ce jugement des contemporains.

De tels souvenirs sont un noble et glorieux titre, et S. M. Léopold II les rehausse encore par son mérite personnel, par son esprit éclairé et libéral, par son attitude entre les partis depuis qu'il règne.

Dans un pays où les conservateurs et les libéraux se disputent avec des chances à peu près égales l'influence et la direction des affaires, il se tient sagement à l'écart de ces querelles, Catholique, il gouverne avec un ministère libéral. Il s'est rappelé ce mot : « on tombe du côté où l'on penche, » et il s'applique à modérer ses propres tendances, en tenant loyalement la balance égale entre les opinions et les partis qui surgissent dans la sphère de l'ordre constitutionnel. C'est par cette conduite qu'il a conquis tous les cœurs en Belgique et tous les suffrages en Europe.

Le Monde, sous la signature de M. Coquille, contient les réflexions suivantes au sujet du Mexique :

« La seule tentative véritablement nationale faite depuis trente ans pour relever et constituer le Mexique a échoué devant l'insanité libérale. Et certes Maximilien ne manquait pas de libéralisme; il n'en avait que trop. Mais il y avait dans son nom et dans le concours que lui prêtait l'armée française un élément d'ordre et de stabilité, et l'anarchie libérale se sentait prête à être détrônée. Un ancien a dit que la servitude abaisse l'esclave jusqu'à s'en faire aimer. L'anarchie exerce la même influence; elle crée des intérêts, des sentiments anarchiques, et, lorsqu'elle a longtemps duré comme au Mexique, le pays aime mieux périr avec elle que se sauver sans elle. C'est le phénomène qui se produit au Mexique. Arrivée à l'enfance sénile, une nation repousse tout remède héroïque ou même un peu énergique. Les Grecs du Bas-Empire ont préféré la mort par les Turcs au salut par les Latins. »

Sous la signature de M. Prévost Paradol, le journal des Débats, admirant la féconde activité de la Chambre des Communes, se demande ce qu'elle deviendrait si un autre corps délibérant avait la haute main sur ses travaux et si la Chambre ne pouvait faire un seul pas pour négocier préalablement par l'intermédiaire d'une commission pour pouvoir légalement continuer sa discussion.

M. Louis Chanveau, dans la Constitutionnel, présente au sujet d'une pétition relative au service de l'Administration des postes les observations suivantes :

« Les services publics organisés par le gouvernement et spécialement l'administration des postes déçoivent pour satisfaire l'intérêt général une activité qu'on ne saurait trop hautement reconnaître. Aussi n'étonnerons-nous personne en disant que la mesure dont il s'agit a déjà été l'objet

de la sollicitude et de l'étude de M. Vandal. Elle aurait pour effet, si elle pouvait être adoptée, de faciliter l'expédition et la réalisation de bien des affaires. Rien de plus rapide aujourd'hui, grâce au réseau des chemins de fer et à l'excellente organisation du service postal, que les relations par correspondance. Ne sait-on pas, d'autre part, qu'il est difficile et très onéreux d'opérer le recouvrement d'un billet sur un marchand de village, sur l'habitant d'une maison isolée? Quel agent pourrait présenter plus de garanties pour l'accomplissement de cette mission que le facteur rural dont la tournée quotidienne embrasse tous les points du territoire?

Voilà des considérations qui, au premier abord, paraissent décisives. Mais examinons les objections; elles ont aussi leur importance. D'abord, l'Etat lorsqu'il songe à prêter son concours au développement des affaires, tient à renfermer strictement son intervention dans la limite des services inaccessibles au service privé. La probité des agents de la poste, et notamment des facteurs ruraux, ne peut pas être suspectée. Cela est certain, mais faut-il oublier que l'Administration compte 46,512 de ces modestes agents? Que s'il lui est facile d'exercer un contrôle décisif lorsqu'elle fait payer un mandat, lorsqu'elle transmet à une destination déterminée une lettre cachetée ou chargée, un article d'or ou d'argent, une valeur déclarée, en un mot, sa surveillance deviendra très-compliquée lorsqu'il s'agira de s'assurer si une facture, si un billet, ont été ou non soldés?

M. Louis Jourdan écrit dans le Siècle :

« Nous en sommes encore à chercher comment nous pourrions bien faire des envois d'argent par le télégraphe, tandis que les Belges, les Suisses, etc., pratiquent depuis longtemps ces envois.

Il ne faut pourtant pas que notre impatience du progrès nous rende injuste. Nous apprenons et nous nous hâtons de dire que l'administration des lignes télégraphiques s'était préoccupée dès 1860, de l'envoi des mandats d'argent par le télégraphe. En 1863, elle s'était concertée avec celle des postes pour la solution du problème; mais l'administration des finances n'avait pas cru pouvoir donner suite à leurs propositions.

Ces propositions renouvelées au commencement de 1865 n'eurent pas plus de succès.

Il faut donc attendre que l'expérience vint les justifier.

La question en effet, était encore nouvelle, car elle n'avait été résolue en Suisse qu'en 1862, et ce n'est qu'en 1863 que l'Italie et la Belgique étaient entrées dans la même voie.

Mais, en présence des résultats favorables obtenus dans ces pays, le projet a été repris par l'administration des télégraphes français, qui en a de nouveau saisi récemment M. le ministre des finances.

Nous ne doutons pas que M. Rouher qui, au ministère des travaux publics, a si activement contribué à l'accomplissement des réformes économiques ne se hâte de donner son approbation au projet dont nous venons de parler.

Marchons avec prudence, soit, mais marchons surtout quand d'autres nous frayent la voie et nous prouvent qu'elle n'est pas périlleuse. »

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

L'Agence Havas nous transmet les dépêches télégraphiques suivantes :

ANGLETERRE.

Londres, 26 mai, soir.
L'échange des ratifications du Traité de Londres aura lieu dans le courant de la semaine. Toutes les ratifications sont arrivées à Londres, excepté celles de l'Autriche et de la Belgique.

M. de Brunnow, ambassadeur de Russie, a reçu l'ordre de se rendre à Paris, pour y rester pendant la visite du Czar.

Londres, 27 mai.

Le gouvernement a reçu de nombreuses pétitions de Dublin et de Cork demandant la grâce du fénian Burke.

Les journaux de Londres demandent également qu'il soit fait grâce à Burke.

La princesse Marie de Teck est accouchée ce matin d'une fille. La mère et l'enfant se portent bien.

Queenstown, 27 mai.

Le paquebot Persia, venant de New-York, apporte 1,343,508 dollars.

ITALIE

L'Opinion a reçu la nouvelle que la grande opération financière de M. Ferrara avait été conclue aujourd'hui, à Turin, avec plusieurs maisons de banque de Paris, Londres et Francfort, représentées par la maison Erlanger et compagnie. Le gouvernement émettrait des obligations remboursables en 25 ans, pour une somme de 430 millions.

L'Italie dit que la plupart des membres du corps diplomatique iront à Turin pour le mariage du duc d'Aoste.

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE

du Journal de Roubaix.

Paris, 26 mai.

« A demain les affaires sérieuses. » L'Union prétend que tous les gouvernements de l'Europe se sont mis d'accord pour appliquer le précepte de l'insoucieux tyran de l'antiquité. C'est déjà quelque chose que tous les cabinets aient pu s'entendre sur un point quelconque, ne fut-

ce que pour se créer quelque loisir. Pour nous, nous voulons voir autre chose dans l'état de paix qui vient de succéder si promptement au branle-bas de combat commencé du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest. C'est la première fois, il nous semble, qu'un grand intérêt pacifique, industriel, commercial, réunit toutes les nations européennes dans une pensée commune et fait taire les rancunes ou les ambitions des hommes d'Etat, les rivalités de race, les défiances de peuples voisins. Nous ne croyons pas nous tromper en disant que les immenses intérêts engagés dans l'Exposition universelle ont été le principal instrument de la conclusion de la paix. Et, nous ajoutons que la guerre ne dut-elle n'être différée que d'une année, c'est un fait considérable qu'on ait jugé partout nécessaire de l'ajourner. Nous sommes loin du temps où le caprice d'un seul homme lançait les nations les unes contre les autres.

Tous nos journaux reproduisent d'après la Gazette de Cologne le texte du traité signé à Londres le 11 mai. Le Constitutionnel déclare ce matin qu'il est impossible que ce texte soit exact: il aurait dû nous dire au moins pour quelle raison le texte doit avoir été altéré ou inventé. Nous n'y trouvons rien qui puisse porter ombrage aux susceptibilités françaises.

Le Moniteur rend compte ce matin de la double réception faite hier à la gare du Nord et aux Tuileries au prince de Prusse. Le prince doit demeurer à Paris jusqu'à l'arrivée de son père le roi Guillaume 1^{er}. On ignore encore si M. de Bismarck accompagnera son maître.

Le Czar arriva le 1^{er} juin et déjà l'Agence Havas nous a renseignés sur l'emploi de son temps depuis le 28 mai jusqu'au 29 juin. Le Czar sera accompagné du prince Gortchakoff. C'est au nom du ministre qu'un crédit illimité a été ouvert chez M. de Rothschild. Certaines gens paraissent éblouies du chiffre de 500,000 francs que le Czar et sa suite doivent dépenser chaque jour pendant leur séjour à Paris. Qu'est-ce que 5 millions pour le souverain de toutes les Russies? C'est juste autant que M. Chaplin, le propriétaire de Hermit, vainqueur du Derby, vient de gagner en quelques minutes. Cela se trouve dans le sabot d'un cheval, et l'on serait surpris que le souverain du plus grand Empire du monde dépensât pareille somme pour lui et sa suite en dix jours! Il n'y a vraiment que ceux qui gagnent leur vie à la sueur de leur front qui ont le droit de s'émouvoir.

Le roi des Pays Bas qui devait arriver demain ne serait plus attendu que dans le courant du mois de juillet.
On dit toujours que la représentation de Gala à l'Opéra aura lieu le 6 juin. La loge Impériale sera trop petite pour contenir les majestés ou les altesses présentes à Paris: des dispositions spéciales seront prises pour cette soirée. Le 6 juin est précisément l'anniversaire de la naissance de Cornélie.
S'il nous était permis de formuler notre humble avis, nous dirions qu'il est à regretter que l'on n'ait pas choisi le Théâtre Français au lieu de l'Opéra pour cette représentation solennelle et quelque chef-d'œuvre de notre littérature nationale au lieu d'un ballet et de la partition d'un compositeur étranger. Il est vrai que sous le premier Empire la France avait Talma pour interpréter nos chefs-d'œuvre classiques devant un parterre de rois et que Talma et Rachel ne sont pas remplacés.

Il faut bien le constater, la population parisienne paraît très-froide à l'égard des princes étrangers qui viennent visiter l'Exposition, et elle se montre beaucoup plus sympathique à certains visiteurs plus modestes, par exemple aux francs-tireurs des Vosges dont quelques-uns offrent le type élégant et fort de l'artisan-soldat. C'est là une vaillante race dont nous pouvons comparer les échantillons à ceux des diverses races du Midi et de l'Ouest fondus dans l'unité française.

On assure que quelques difficultés de détails restent encore à régler entre la commission de la loi militaire et le gouvernement; mais on espère que le rapport de M. Gressier pourra être déposé cette semaine. Comme on craint que le Corps législatif, « partagé, dit l'Union, entre ses études intérieures et les distractions inévitables des fêtes officielles » ne pourra voter d'ici à la fin de juillet toutes les lois en préparation ou soumises aux commissions, on parle d'une courte session d'automne pour y verser le trop plein des travaux législatifs.

C'est, paraît-il, M. Darracq, avocat à Dax, et non M. Paul Limayrac, qui sera le candidat officiel pour l'élection des Landes.
C'est jeudi prochain que doit avoir lieu le banquet offert à M. Jules Favre par le barreau de Paris. CH. CAHOT.

Paris, 27 mai.

La situation pacifique actuelle et les fêtes officielles auxquelles donne lieu l'Exposition, offrent un contraste frappant avec les préoccupations du Gouvernement et de l'opinion publique au sujet de la réorganisation militaire. Ces préoccupations vont redevant encore plus vives à l'occasion de la discussion du projet de loi. L'Etendard affirme que l'accord s'est établi entre le Gouvernement et la commission du Corps législatif et il se dit en mesure de donner des indications précises sur les dispositions du projet de loi; il donne même le texte des deux premiers articles.

Nous ne comprenons pas quelle a pu être la transaction intervenue entre la commission et le Gouvernement, et nous ne sai-

sons pas bien par quel procédé le chiffre de notre effectif militaire étant de 800,000 hommes, le Corps législatif continue de voter le contingent annuel. Ces deux propositions nous semblaient inconciliables.

Nous pouvons supposer que la Chambre aurait à fixer le nombre de jeunes gens qui chaque année devaient entrer dans le service actif, le reste du contingent étant acquis à la réserve; mais nous voyons qu'une autre disposition autorise le Gouvernement à décréter la mise en activité de la réserve, de sorte que le Gouvernement pourrait toujours disposer, sans consulter les Chambres, de la totalité de l'effectif de 800,000 hommes.

Il est réservé au Corps législatif de voter l'appel à l'activité de la garde nationale mobile. Or, cette garde nationale mobile se composera de tous ceux que n'aura pas atteints la conscription. Il n'y aura pas d'exemption, mais on pourra se faire remplacer. Notez que, comme la garde nationale ne sera pas supprimée, tout citoyen, à moins d'être bossu, crochu, etc. devra être soldat ou fournir un soldat à sa place: ce sera le cas de dire avec plus de raison que jamais que le peuple français est un peuple de braves.

Ce n'est pas contre ce dernier fait que nous sommes tentés de protester: nous croyons au contraire, que tout citoyen doit être exercé au maniement des armes, et pouvoir remplir son devoir de soldat le jour où l'indépendance nationale serait menacée; mais il nous semble qu'il n'est pas indispensable pour soutenir l'honneur et les intérêts matériels de prélever sur la population jeune et active un impôt aussi lourd que celui de 800,000 hommes.

Nous voulons croire encore que l'Etendard a commis de graves erreurs, qu'il est mal informé; car on nous a parlé des résistances de la commission, des concessions du Gouvernement et la seule trace que nous trouvons de ces dernières, c'est la suppression de l'exonération. Il faut donc s'attendre à une discussion très-vive à la Chambre. L'opposition, dit-on, réclamera avec une très-grande énergie le droit imprescriptible du pouvoir législatif de fixer chaque année le chiffre du contingent, indépendamment de toute obligation antérieure.

On parle d'une suspension momentanée des travaux de la Chambre pendant la durée de la session des Conseils généraux. Le Gouvernement voudrait qu'elle pût se prononcer cette année sur toutes les lois qui lui ont été soumises en projet.

Voilà que tout est changé, paraît-il, en ce qui concerne le voyage du roi de Prusse en France. S. M. Guillaume arriverait le 5 juin, et assisterait le lendemain avec l'Empereur de Russie, à la représentation de Gala à l'Opéra. Ainsi croulerait tout l'échafaudage que nos fins politiques avaient bâti à propos des obstacles qui empêchaient les deux souverains de se rencontrer à Paris.

La Liberté avait demandé si le comte d'Eulenburg, qui accompagne le prince de Prusse, est celui qui a assassiné notre compatriote Ott; il paraît que c'est son frère à moins que ce ne soit seulement son cousin.

On disait aujourd'hui à la Bourse que l'affaire des biens du clergé italien était conclue par le Gouvernement d'Italie avec un groupe de banquiers à la tête desquels se trouvent MM. D'Erlanger, Fould, etc.

Le Figaro a fait peu neuve: le voilà devenu politique; mais il sera surtout et toujours littéraire; il est timbré pour éviter les inconvénients d'une verve trop exubérante et pour publier des annonces. Son rédacteur politique est M. Alphonse Duchesne. A titre de nouvelle inédite, il nous annonce que le vice-roi d'Egypte va prendre le titre de roi. Ce n'est pas précisément inédit.

Malgré les menaces d'un ciel chargé de nuages, il y avait foule hier aux Courses du Bois de Boulogne. C'est dimanche prochain que sera couru le prix de cent mille francs. On dit que tous les souverains présents à Paris assisteront à cette fête hippique. CH. CAHOT.

CH. CAHOT.

D'après les journaux et les lettres d'Outre-Rhin, la conjuration anti-prussienne découverte en Hanovre serait beaucoup plus grave qu'on ne l'avait pensé tout d'abord. La preuve en est dans les renseignements suivants, qui ont une origine accréditée :

« Un gouvernement secret avait été formé à Hanovre même, lors des dernières complications. On voulait organiser une légion qui, en cas de guerre entre la France et la Prusse, aurait combattu dans les rangs des Français. Un mouvement révolutionnaire était en outre préparé. Les embaucheurs dans les provinces sont arrêtés. Ils avaient déjà réuni un certain nombre d'anciens soldats à Arnhem. Un courrier que le roi Georges envoyait de Hietzing fut arrêté par la police de Francfort, près de Rumpfenheim, porteur de lettres autographes très-compromettantes pour ce souverain et pour ses adhérents.

Le capitaine de Stolle, arrêté il y a quelques jours s'est évadé. On a arrêté le gélier et la sentinelle qui était placée devant la prison. Enfin, on vient d'incarcérer M. de Stuckhausen, ancien ministre plénipotentiaire près la cour de Berlin, de Vienne et de Paris. On a saisi chez le banquier Meyer 40,000 thalers, appartenant au roi Georges et 20,000 chez un autre banquier.

« Cette affaire produit une très-grande sensation. Il est à croire que la reine Marie va être éloignée du pays. Les autorités prussiennes devront employer la force; car S. M. est résolue à ne pas s'expatrier volontairement. »

CHRONIQUE LOCALE & DÉPARTEMENTALE

Nous recevons de Paris la confirmation de la nouvelle, par nous donnée il y a quelques jours, de la convocation, du 10 au 20 juillet, des électeurs cantonaux pour le renouvellement partiel des conseils généraux.

Les militaires de la réserve qui se trouvent dans leur dernière année de service, peuvent être autorisés à contracter mariage. Il devront s'adresser au commandant de la gendarmerie du canton, à qui les demandes et pièces seront remises. Ceux qui s'adresseraient directement à l'autorité militaire, sont prévenus que leurs demandes seraient purement et simplement rejetées.

En confirmation de nos prévisions, relativement à la question du taux d'exonération militaire, le ministre de la guerre vient d'informer les préfets que la somme de 500 francs formant le surcroît de la prestation pour l'année 1867, sera remboursée aux ayants-droit sur la présentation des récépissés des versements aux recettes générales.

Le Maire de la ville de Roubaix, Chevalier de l'Ordre Impérial de la Légion d'honneur,

DONNE AVIS

qu'en conformité d'un arrêté de M. le Préfet du Nord, en date du 6 Mai 1867, une enquête de commodo et incommodo sur le projet d'acquisition, moyennant la somme de 57,800 francs, d'un Terrain contenant 2,156 mètres, appartenant à MM. Lefebvre-Ducateau Frères et destiné à l'agrandissement du Collège Communal. Les pièces dudit projet sont déposées au Secrétariat de la Mairie pour être communiquées à toute personne qui en fera la demande.

Le 10 Juin prochain, M. BONNET, Juge de-Paix, nommé Commissaire-enquêteur par l'arrêté préfectoral sus-visé, recevra dans son prétoire, à la Marie, depuis 10 heures jusqu'à midi, les déclarations des habitants sur le projet d'acquisition énoncé plus haut.

Roubaix, 25 Mai 1867.

ERNOULT-BAYART.

La Compagnie du Chemin de fer du Nord a l'honneur d'informer le public, qu'à partir du 1^{er} juin prochain, il sera délivré aux stations désignées ci-après, des billets d'aller et retour à prix réduits, en destination de Paris, valables par certains trains déterminés, jusqu'au quatrième jour d'émission.

Les prix comprennent non seulement le voyage aller et retour, mais encore le prix d'une carte donnant droit à l'entrée à l'Exposition pendant les quatre jours.

Parmi les stations nous citerons :

	2 ^e CL.	3 ^e CL.
Le Forest	24 80	19 25
Garvin	25 35	19 70
Seclin	26 10	20 45
LILLE	27 10	20 95
Asq.	27 50	21 20
Baisieux	27 95	21 55
Roubaix	27 80	21 50
Tourcoing	28 40	21 70
MOUSCRON (frontière belge)	28 60	22 05
Pérenchies	27 80	21 80
Armentières	28 50	21 95
Steenwerck	28 50	21 95
Bailleul	28 50	21 95
Strazeele	28 50	21 95
HAZEBROUCK	28 50	21 95

Ces billets, qui peuvent être pris quelque jour que ce soit, sont à l'aller par le train partant le soir et arrivant à Paris à 4 h. 35 du matin, au retour, par le train partant de Paris à 11 h. 05 du soir, arrivant à Lille le matin.

CONDITIONS.

I. Les billets se composent de trois coupons.

II. Le coupon d'aller ne peut servir qu'au départ du train pour lequel il a été délivré. Les coupons sont post-datés, ainsi un billet pris le 1^{er} est daté du 2.

III. Le coupon de retour est valable jusqu'au quatrième jour. Ainsi un billet portant la date du 2 est valable au retour jusqu'au 5, et permet de rentrer au point de départ le 6 au matin.

Passé ce délai, il est sans valeur; il est également sans valeur s'il est présenté à un autre train que ceux indiqués ci-dessous.

IV. Le 3^e coupon sera échangé à l'Exposition (Avenue Labourdonnaye) contre un billet donnant droit :

1° D'entrer tous les jours dans le Parc du Champ-de-Mars, dans le Palais et dans le Jardin, aux heures d'admission générale et aux heures réservées;

2° De visiter, sans rétribution, le Jardin d'horticulture et les autres expositions spéciales;

3° De visiter l'Exposition Agricole et les